

**Nations unies - Colombie -
Intervention de M. Antoine Michon,
conseiller politique à la
Représentation permanente de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité
(New York, 26 juillet 2018)**

Monsieur le Président,

Je souhaite saluer le vice-président de la République de Colombie pour sa présence parmi nous aujourd'hui et rendre un hommage appuyé à son engagement personnel dans la négociation et la mise en oeuvre de l'accord de paix conclu avec les FARC.

Je souhaiterais également remercier le représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, M. Jean Arnault, pour la qualité de sa présentation mais aussi pour son travail exemplaire à la tête de la mission de vérification en Colombie.

Monsieur le Président,

Les autorités colombiennes, en particulier le président Santos, ont fait preuve d'un courage politique exceptionnel, qui est source d'admiration et d'inspiration pour toute la communauté internationale. Malgré les doutes et les critiques, elles ont pris l'initiative d'un processus de paix historique avec les FARC et ont redoublé d'efforts pour le mettre en oeuvre. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean- Yves Le Drian, qui est actuellement en visite en Colombie, réaffirmera à cette occasion le soutien indéfectible de la France à ce processus ainsi que notre disponibilité à continuer d'accompagner le peuple colombien sur le chemin de la paix. C'est ce message qu'il transmettra au président élu, M. Ivan Duque, qu'il aura l'honneur de rencontrer au cours de sa visite.

Les Nations unies en général, et le Conseil de sécurité en particulier, ont eux aussi joué un rôle déterminant dans la mise en oeuvre de l'accord de paix en apportant le soutien nécessaire au désarmement et à la transition politique des FARC. Au vu du mandat confié à la seconde mission des Nations unies en Colombie, je souhaiterais insister aujourd'hui sur trois points.

1/ Avant toute chose, la France réitère ses félicitations aux autorités colombiennes pour l'organisation et le bon déroulement de l'élection présidentielle des 27 mai et 17 juin derniers. Cet exercice démocratique, qui fait suite aux élections législatives de mars dernier, a confirmé l'évolution de la vie politique colombienne vers un climat plus apaisé et vers une plus grande participation des citoyens colombiens au processus démocratique.

Nous encourageons à ce titre les autorités élues à poursuivre la mise en oeuvre de l'accord de paix conclu avec les FARC, dans toutes ses dimensions.

Une attention particulière devra être apportée à la juridiction spéciale pour la paix, qui représente la clé de voûte du système de vérité, justice, réparation et non répétition, ainsi qu'à l'amnistie des détenus, mais également à la recherche des dizaines de milliers de personnes qui ont été portées disparues.

Ces engagements de l'Etat colombien sont des engagements pour la paix pris devant la communauté internationale. Il importe qu'ils soient pleinement honorés.

2/ Mon deuxième point porte sur la sécurité des femmes et des hommes mobilisés en faveur de la paix dans les zones affectées par le conflit. Et la France condamne avec la plus grande fermeté les assassinats de leaders de la société civile, de défenseurs des droits de l'Homme et de personnes engagées dans les programmes de substitution des cultures de coca. Malgré l'engagement des autorités colombiennes à réduire ce niveau de violence, la situation reste toujours très préoccupante. Dans un contexte où les groupes armés illégaux luttent pour reprendre le contrôle des zones auparavant sous l'influence des FARC, les dividendes de la paix tardent à être perçus par les populations locales. Nous encourageons donc à la poursuite des efforts engagés en déployant notamment les services de l'Etat, qu'il s'agisse des forces de sécurité ou des institutions civiles. A cet égard, la lutte contre l'impunité à l'égard des crimes commis dans le cadre du conflit, y compris les exécutions extrajudiciaires, est essentielle et doit être poursuivie.

3/ Enfin, Monsieur le Président, je souhaite de nouveau attirer l'attention sur un autre point central pour la réintégration et l'avenir du processus de paix : l'accès à la terre et à des sources de revenus. En effet, une fois que sera résolue la question de l'accès à la terre, dont la restitution des terres spoliées au cours du conflit fait l'objet de procédures judiciaires, ce sont les projets socio-économiques qui donneront aux anciens combattants la perspective d'un avenir au sein de la communauté nationale colombienne.

Cette réintégration socio-économique, étroitement liée au déploiement des services de l'Etat dans les zones les plus vulnérables est la clé du succès durable du processus de paix. Elle bénéficie et continuera de bénéficier d'un large soutien de la communauté internationale, y compris de la France et de l'Union européenne via différents instruments financiers. La pacification des territoires auparavant meurtris par un demi-siècle de conflit en dépend.

Monsieur le Président,

Tous les Colombiens, quelles que soient leurs affiliations politiques, peuvent être fiers de l'accord de paix conclu avec les FARC. L'effort de consolidation de cette paix requiert plus que jamais l'unité de la nation colombienne qui entre dans une nouvelle ère. Une ère au cours de laquelle les anciens combattants auront toute leur place dans la société colombienne, et au cours de laquelle d'autres groupes, c'est notre souhait, sauront faire le choix de se détourner de la violence, comme nous l'attendons notamment de l'armée de libération nationale (l'ELN).

La France encourage donc les nouvelles autorités à poursuivre la mise en oeuvre de l'accord et à confirmer le remarquable succès du processus de paix en Colombie.

Je vous remercie./.